

**FR**

**Conclusions de la conférence de haut niveau de la société civile sur le thème «Politique de la jeunesse dans les Balkans occidentaux — Un élément essentiel pour l’avenir de la région et de l’Europe», tenue le 16 septembre 2022 à Prague, en République tchèque**

Les participants:

1. ont demandé qu’il soit mis fin immédiatement à l’agression russe, aux souffrances de la population civile et aux destructions qui touchent toute l’Ukraine, et appelé les dirigeants des gouvernements des Balkans occidentaux à résister fermement à l’influence russe qui tente de déstabiliser leur région;
2. ont exhorté la présidence tchèque du Conseil de l’UE, ainsi que toutes les présidences à venir, à faire en sorte que l’élargissement de l’UE aux Balkans occidentaux reste une des priorités de l’Union, et à adopter, en étroite coopération avec les gouvernements de la région et dans l’intérêt des citoyens, des mesures concrètes en faveur d’une adhésion à l’UE (dont la libéralisation du régime des visas pour les citoyens du Kosovo[[1]](#footnote-1)). Dans le même temps, il convient de veiller attentivement à honorer les engagements de l’UE tout au long du processus, car celle-ci ne peut se permettre que les Balkans occidentaux deviennent l’exemple d’un processus avorté d’adhésion à l’UE;
3. ont invité les institutions européennes à poursuivre l’intégration progressive entre l’Union et les Balkans occidentaux, en mettant l’accent sur les politiques en faveur de la jeunesse, parmi d’autres politiques pertinentes;
4. ont demandé que la jeunesse soit activement associée aux négociations d’adhésion à l’UE et au processus d’élargissement, et que les jeunes soient sensibilisés à ce processus. Ces derniers devraient être considérés comme les principaux artisans du changement dans l’ensemble de la région;
5. ont reconnu les avantages qu’offrent la coopération régionale et les cadres de coopération pour ce qui est de promouvoir et faire progresser le programme en faveur de la jeunesse, la vision de l’UE et, de manière générale, les avantages pour les sociétés;
6. saluant les progrès réalisés en vue d’élaborer des cadres politiques solides en faveur de la jeunesse, ont invité les gouvernements des partenaires des Balkans occidentaux à investir davantage dans des politiques de la jeunesse fondées sur des données probantes qui répondent aux défis liés à l’épanouissement des jeunes;
7. considèrent que pour assurer un développement durable au sein des populations locales, il est essentiel que l’évolution des institutions, des programmes et des politiques se fonde sur les points de vue des jeunes en matière de développement humain;
8. sont persuadés que l’octroi de dotations budgétaires suffisantes et transparentes pour l’élaboration de la politique de la jeunesse constitue une condition préalable à la facilitation de changements positifs et à l’amélioration de la situation des jeunes;
9. ont invité les gouvernements des Balkans occidentaux à suivre les principaux documents de l’Union européenne relatifs à la politique de la jeunesse, à poursuivre l’élaboration de politiques en faveur de la jeunesse et à permettre la participation des jeunes à la conception desdites politiques, en prenant note de la bonne pratique que constituent les laboratoires de la jeunesse, organisés par le projet de laboratoire de la jeunesse des Balkans occidentaux sous l’égide du Conseil de coopération régionale (CCR) et inspirés du dialogue de l’UE en faveur de la jeunesse; il est vivement recommandé de mieux associer les Balkans occidentaux au dialogue de l’UE en faveur de la jeunesse;
10. estiment que la collecte systématique de données de haute qualité axées spécifiquement sur les jeunes est une condition préalable à l’élaboration de politiques et de mesures de soutien éclairées en faveur des jeunes, surtout des groupes de jeunes vulnérables. En particulier, le système de collecte et de traitement des données relatives à la dimension sociale de la participation des jeunes doit être considérablement amélioré;
11. sont d’avis que pour lutter contre la pauvreté et améliorer la qualité de l’éducation, il est crucial d’associer les partenaires sociaux et les organisations de la société civile afin de mener à bien une réforme plus large visant à améliorer les droits sociaux et les perspectives des jeunes. Les partenaires sociaux et les autres organisations de la société civile devraient jouer un rôle plus important dans le dialogue sur les réformes sociales et économiques. Le soutien direct de l’UE devrait permettre de prendre en compte les points de vue des partenaires sociaux et des organisations de la société civile, y compris en matière de lutte contre la violence sur le lieu de travail;
12. ont demandé le renforcement des programmes et des structures régionales de l’Union afin de toucher davantage de jeunes dans les Balkans occidentaux tout en leur offrant des possibilités de formation, de mobilité, de volontariat et d’emploi;
13. ont appelé à mettre davantage l’accent sur l’enseignement et la formation professionnels, en combinant des programmes d’apprentissage avec un apprentissage théorique aux niveaux secondaire et supérieur;
14. sont d’avis qu’il convient de renforcer la collaboration étroite entre les politiques en matière d’éducation et de formation et le monde des entreprises, et qu’il faut mettre davantage l’accent sur les compétences que sur les qualifications;
15. ont accueilli favorablement le plan économique et d’investissement pour les Balkans occidentaux, appelant à améliorer la participation au marché du travail, notamment celle des jeunes et des femmes, des groupes défavorisés et des minorités, en particulier les Roms. La mise en œuvre de ce plan devrait en maximiser les avantages pour les jeunes;
16. ont demandé que l’ensemble des initiatives et programmes régionaux, tels que le marché commun régional et le programme en matière d’environnement pour les Balkans occidentaux, intègrent encore mieux la voix des jeunes dans tous ces domaines;
17. conscients de l’importance de la transition numérique et écologique, ont appelé à ce que les jeunes et les groupes vulnérables soient davantage inclus dans les actions de perfectionnement et de reconversion au numérique, et à ce qu’ils soient davantage sensibilisés aux débats régionaux concernant le programme environnemental;
18. ont plaidé pour la mise en œuvre de la garantie pour la jeunesse dans les Balkans occidentaux en suivant les recommandations du Conseil sur le renforcement de la garantie pour la jeunesse;
19. ont appelé, pour mettre en œuvre une garantie pour la jeunesse dans les Balkans occidentaux, à renforcer les capacités des services publics de l’emploi (SPE) et de leur personnel dans la région, en prenant note de la bonne pratique que constitue l’apprentissage comparatif au sein des SPE régionaux, mis en œuvre dans le cadre du projet «Emploi et affaires sociales» sous l’égide du Conseil de coopération régionale et inspiré du modèle d’apprentissage comparatif des SPE de l’Union;
20. ont attiré l’attention sur l’importance de la coopération entre différents partenaires sur la question du chômage des jeunes. Des partenariats devraient être établis à tous les niveaux d’administration, entre les prestataires de la garantie pour la jeunesse et les parties intéressées, telles que les partenaires sociaux, les établissements d’enseignement et de formation, les organisations de jeunesse et d’autres organisations de la société civile;
21. ont invité la Commission européenne à favoriser et à stimuler les investissements directs réalisés par l’Union dans les Balkans occidentaux, non seulement en vue de renforcer les économies locales et d’offrir des possibilités d’emploi attractives aux jeunes diplômés, mais aussi pour accroître la pression interne dans les domaines de l’égalité des chances, de l’état de droit, de la lutte contre la corruption et de la responsabilité sociale des entreprises;
22. ont suggéré d’intensifier considérablement les efforts visant à permettre aux jeunes des Balkans occidentaux d’accéder à l’enseignement universitaire dans l’Union. Pour lutter contre la fuite des cerveaux, une solution efficace consisterait à proposer de nouvelles bourses et/ou de nouveaux prêts, dans le cadre du programme Erasmus+ ou en dehors de celui-ci, qui pourraient être annulés une fois le bénéficiaire rentré dans son pays d’origine. En même temps, ces dispositifs devraient accroître la qualification de la main-d’œuvre dans la région et fournir au gouvernement le capital humain qualifié dont il a besoin pour assurer une bonne gouvernance et faire aboutir le processus d’adhésion;
23. estiment qu’il convient d’accorder de l’attention et du soutien au renforcement des capacités des partenaires sociaux et au développement du dialogue social et de la négociation collective, en vue d’atténuer la précarité des conditions de travail et d’améliorer la qualité de vie et celle des emplois;
24. ont invité par ailleurs les partenaires sociaux des Balkans occidentaux, de tous niveaux, à associer activement les jeunes à l’ensemble de leurs activités, y compris la négociation collective;
25. sont persuadés, compte tenu des possibilités qu’ouvre la proclamation de 2022 comme «Année européenne de la jeunesse», que l’approche consistant à prendre à bras-le-corps les problèmes de la jeunesse et à rapprocher l’Europe des jeunes devrait valoir non seulement pour les jeunes vivant dans l’Union, mais aussi pour ceux de tous les partenaires des Balkans occidentaux;
26. ont encouragé l’UE et ses partenaires des Balkans occidentaux à mettre en place, conformément à la stratégie de l’Union en faveur de la jeunesse, un outil d’évaluation de l’impact sur la jeunesse, appelé «évaluation d’impact du point de vue des jeunes». Cette évaluation d’impact garantirait que les jeunes soient pris en considération lors des processus d’élaboration des politiques, et permettrait d’élaborer des politiques mieux ciblées et de recenser les mesures d’atténuation nécessaires pour éviter toute incidence négative sur les jeunes;
27. considèrent que les gouvernements des partenaires des Balkans occidentaux doivent s’efforcer de faire de la coopération régionale une priorité politique. En soutenant cette transformation et en faisant de la coopération régionale une priorité politique, l’Union devrait aider les Balkans occidentaux à recenser les domaines et possibilités clés susceptibles de favoriser des changements pour les citoyens de l’ensemble des Balkans occidentaux, et les jeunes au premier chef;
28. soulignent, au vu des conclusions du sommet des Balkans occidentaux du processus de Berlin qui s’est tenu dans la ville éponyme en 2021, la nécessité de renforcer les organisations et les réseaux de jeunesse; ont invité la Commission européenne à poursuivre la recherche de nouveaux moyens de soutenir les structures de jeunesse concernées, par exemple les conseils nationaux de la jeunesse et les organisations faîtières de la jeunesse dans les Balkans occidentaux, au niveau régional, tout en continuant à les appuyer grâce aux mécanismes existants;
29. ont plaidé en faveur d’un dialogue régional structuré entre les structures de jeunesse et les administrations publiques, axé sur l’élaboration conjointe de politiques visant à accroître la participation des jeunes au processus décisionnel pour les principales questions qui les concernent, à savoir le chômage, l’environnement, la numérisation, la santé mentale, l’innovation, etc.;
30. estiment que des efforts supplémentaires sont nécessaires pour renforcer l’éducation et la représentation politiques des jeunes, tant dans le cadre de la politique générale que par l’intermédiaire des structures de jeunesse, comme les conseils nationaux de la jeunesse ou les conseils locaux ou municipaux, et invitent dès lors les institutions européennes à continuer d’aider les Balkans occidentaux à améliorer la participation des jeunes;
31. se félicitent que le programme d’innovation pour les Balkans occidentaux prévoie de nouvelles actions visant à soutenir la participation de ces derniers à tous les programmes de l’Union concernant la recherche, l’innovation, l’éducation, la culture, la jeunesse et le sport. Compte tenu de la corrélation positive entre la mobilité dans le domaine de l’éducation ou de la formation et l’engagement civique et politique des jeunes, des actions supplémentaires menées en la matière pourraient favoriser la participation et l’engagement de ces derniers;
32. ont à nouveau souligné l’importance des jeunes pour l’avenir des Balkans occidentaux et, par conséquent, la nécessité de prendre des mesures concrètes pour faire de la région un lieu offrant des perspectives et des chances d’avenir aux jeunes, leur permettant d’y rester et d’y prospérer. Il est extrêmement important d’associer en temps utile les jeunes à la conception et à la mise en œuvre conjointes des changements sociaux et politiques.

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

1. Cette désignation est utilisée sans préjudice des positions sur le statut du Kosovo et se conforme à la résolution 1244/1999 du Conseil de sécurité des Nations unies, ainsi qu’à l’avis de la Cour internationale de justice (CIJ) sur la déclaration d’indépendance du Kosovo. [↑](#footnote-ref-1)